

Au Journal officiel du 31 décembre 2015 au 8 janvier 2016

Au Journal officiel du 31 décembre 2015 au 8 janvier 2016

11/01/2016

Au Journal officiel du 31 décembre 2015 au 8 janvier 2016

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 31 décembre 2015 :

- Décret n° 2015-1823 du 30 décembre 2015 relatif à la codification de la partie réglementaire du Code de l'énergie ;
 - Décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le **domaine de la prévention et de la gestion des déchets** ;
 - Décret n° 2015-1839 du 29 décembre 2015 relatif au **traitement de données à caractère personnel dénommé « Cassiopée »** ;
 - Décret n° 2015-1840 du 29 décembre 2015 *modifiant le Code de procédure pénale* et relatif au **fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes** ;
 - Décret n° 2015-1841 du 30 décembre 2015 relatif à la **délivrance des extraits de casier judiciaire** ;
 - Décret n° 2015-1845 du 29 décembre 2015 relatif au **paiement des amendes forfaitaires** ;
 - Décret n° 2015-1857 du 30 décembre 2015 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2015-378 du 2 avril 2015 transposant la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'**accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II)** ;
- Et arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2015-378 du 2 avril 2015 transposant la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II) ;
- Décret n° 2015-1859 du 30 décembre 2015 relatif à l'établissement des **avis de mise en recouvrement des impositions résultant de l'engagement par la direction nationale des vérifications de situations fiscales d'une procédure de rectification ou d'une procédure d'imposition d'office ou du traitement d'actes ou de déclarations liés à la détention d'avoirs à l'étranger** ;
 - Décret n° 2015-1864 du 30 décembre 2015 relatif au **financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs** ;
 - Décret n° 2015-1885 du 30 décembre 2015 relatif à la **simplification du compte personnel de prévention de la pénibilité** ;

Et décret n° 2015-1888 du 30 décembre 2015 relatif à la **simplification du compte personnel de**

prévention de la pénibilité et à la modification de certains facteurs et seuils de pénibilité ;

- Décret n° 2015-1886 du 30 décembre 2015 relatif au **portage salarial** ;
- Décret n° 2015-1892 du 29 décembre 2015 relatif à la **communication dématérialisée des décisions de minoration et de reconstitution du solde de points affecté au permis de conduire** ;
- Décret n° 2015-1898 du 30 décembre 2015 relatif aux **conventions conclues entre les centres d'accueil pour demandeurs d'asile et l'État et aux relations avec les usagers**, *modifiant le Code de l'action sociale et des familles* ;
- Décret n° 2015-1904 du 30 décembre 2015 modifiant les **seuils applicables aux marchés publics et autres contrats de la commande publique** ;
- Décret n° 2015-1905 du 30 décembre 2015 relatif aux **modalités de transmission et de mise à disposition des informations constitutives du registre national du commerce et des sociétés** ;

Et arrêté du 30 décembre 2015 relatif aux **modalités de transmission et de mise à disposition des informations constitutives du registre national du commerce et des sociétés** ;

- Arrêté du 11 décembre 2015 relatif au mode de **calcul des paramètres physiques indicateurs du risque d'exposition au bruit et aux conditions de mesurage des niveaux de bruit en milieu de travail** ;
- Arrêté du 14 décembre 2015 portant homologation de **modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers** ;
- Arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application de l'article 200 quater du Code général des impôts relatif au **crédit d'impôt sur le revenu pour la transition énergétique**.

Au JO du 1er janvier 2016 :

- Rectificatif à la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 **de finances rectificative pour 2015** ;
- Décret n° 2015-1926 du 30 décembre 2015 modifiant le décret n° 2012-14 du 5 janvier 2012 relatif à **l'évaluation des moyens d'aération et à la mesure des polluants effectuées au titre de la surveillance de la qualité de l'air intérieur de certains établissements recevant du public**.

Au JO du 3 janvier 2016 :

- Décret n° 2015-1928 du 31 décembre 2015 portant modification de diverses dispositions relatives aux **aides à l'achat ou à la location de véhicules automobiles peu polluants** de la partie réglementaire du Code de l'énergie ;
- Décret n° 2015-1929 du 31 décembre 2015 relatif à **l'évaluation des acquis scolaires des élèves et au livret scolaire, à l'école et au collège** ;
- Décret n° 2016-1 du 2 janvier 2016 relatif à la **prise en charge des victimes d'actes de terrorisme par les organismes d'assurance maladie** ;
- Rectificatif à l'arrêté du 28 décembre 2015 portant homologation des règlements n° 2015-5 du 2 juillet 2015 , n° 2015-8 du 23 novembre 2015 , n° 2015-9 du 23 novembre 2015 , n° 2015-10 du 26 novembre 2015 , n° 2015-11 du 26 novembre 2015 et n° 2015-12 du 10 décembre 2015 de l'Autorité des normes comptables.

Au JO du 5 janvier 2016 :

· Décret n° 2016-2 du 4 janvier 2016 relatif à l'information triennale des salariés prévue par l'article 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

Au JO du 6 janvier 2016 :

· Décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 relatif à la **durée de validité des autorisations d'urbanisme et portant diverses dispositions relatives à l'application du droit des sols et à la fiscalité associée** ;

· Arrêté du 4 janvier 2016 *modifiant l'arrêté du 6 juin 2006* portant **règlement général d'emploi de la police nationale**.

Au JO du 7 janvier 2016 :

· Décret n° 2016-7 du 5 janvier 2016 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut rejet » sur le fondement du 3° du I de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

· Arrêté du 28 décembre 2015 transposant la directive 2014/110/UE de la Commission du 17 décembre 2014 modifiant la directive 2004/33/CE en ce qui concerne les **critères d'exclusion temporaire pour les candidats à des dons homologues et modifiant l'arrêté du 12 janvier 2009 fixant les critères de sélection des donneurs de sang**.

Au JO du 8 janvier 2016 :

· Arrêté du 24 décembre 2015 pris en application de l'article L. 2141-1 du Code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 3 août 2010 modifiant l'arrêté du 11 avril 2008 relatif aux **règles de bonnes pratiques cliniques et biologiques d'assistance médicale à la procréation**.

À signaler également au titre de ce JO :

- Décision n° 373400 du 30 décembre 2015 du Conseil d'État **statuant au contentieux** :

« Les articles 1er et 2 du décret n° 2013-834 du 17 septembre 2013 *instituant des mesures en faveur des membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie et de leurs familles (NOR : DEFD1316336D) sont annulés* » ;

- Décision n° 382756 du 30 décembre 2015 du Conseil d'État statuant au contentieux :

« L'arrêté du 20 mars 2014 du ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes relatif aux critères techniques de labellisation des centres d'éducation des chiens d'assistance et des centres d'éducation des chiens guides d'aveugles et à la création d'un certificat national (NOR : AFSA1326055D) est annulé en tant qu'il régit la labellisation des centres assurant l'éducation des chiens guides d'aveugles ainsi que le certificat justifiant de l'éducation de ces chiens » ;

- Décision n° 386805-386807 du 30 décembre 2015 du Conseil d'État statuant au contentieux :

« Le décret n° 2014-1280 du 23 octobre 2014 (NOR : FCPM1418263D) est annulé en tant qu'il concerne les décisions relatives aux demandes de brevet d'invention et d'homologation du cahier des charges des indications géographiques industrielles et artisanales.

Le décret n° 2014-1281 du 23 octobre 2014 (NOR : FCPM1418264Z) est annulé en tant qu'il prévoit un délai de six mois à l'issue duquel le silence de l'administration sur les demandes d'inscription de changement de nom, de forme juridique ou d'adresse au registre des marques, brevets, dessins et modèles visées par les articles R. 512-17 et suivants, R. 613-57 et suivants et R. 714-6 et suivants du Code de la propriété

intellectuelle *vaut acceptation* ».

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA